

## Rapport moral et d'orientation de Pascal MARTENS

Mesdames et Messieurs les élus, mes chers collègues et amis, chers partenaires,

C'est à nouveau avec un grand plaisir que je vous accueille aujourd'hui dans la salle Edgar FAURE du Conseil Régional de BFC, et je tiens à remercier le Conseil Régional d'avoir renouvelé son accueil dans cette enceinte. J'y vois le symbole de son attachement à nos actions et au sanitaire en général.

Avant d'entrer dans le cœur de nos actions, je voudrais rappeler leur contexte général, hélas peu rassurant, et exposer ma perception de la situation. En effet nous traversons une crise multiple, écologique, sanitaire, socio-économique, internationale où l'Etat tente de rassurer les citoyens comme il peut, souvent à grands renforts de milliards. J'ai le sentiment que nous finissons par en oublier les fondamentaux de toute société qui doit déjà se nourrir, se loger et vivre en paix avant de penser au reste. N'oublions donc pas que la production agricole reste la base de l'alimentation humaine, à moins que nous ne décidions de revenir au stade du chasseur-cueilleur ou d'aller vers une nourriture de synthèse comme celle que commencent à nous proposer certains groupes plus financiers que philanthropes ! Est-il raisonnable et acceptable que la nourriture, comme d'autres besoins vitaux comme la santé, soit soumise à la spéculation ? Cela m'interroge fortement. Dans ce contexte, il ne s'agit pas d'opposer de façon idéologique l'agriculture dite conventionnelle et l'agrobiologie - les deux cherchent à nourrir les hommes - mais au contraire de les associer pour construire une transition certes urgente et nécessaire, mais intelligente et réaliste. La transition énergétique et écologique est un problème complexe et multifactoriel qui appelle nécessairement des solutions complexes et multiples. Privilégions l'intelligence collective, évitons les solutions radicales venues d'une élite soi-disant experte mais souvent déconnectée des réalités des territoires et construisons notre avenir sur les échanges et les expériences de ceux qui y vivent et agissent pour les faire vivre. Chacun y a sa place, du producteur au consommateur, et il me semble que c'est par cette voie du dialogue et de l'écoute mutuelle que nous nous en sortirons. Les collectivités territoriales et les associations, comme les GDS, sont des lieux où peuvent et doivent se construire ces échanges et les actions qui en découlent au service de l'intérêt commun.

A une échelle plus large, il convient également de penser globalement la transition et d'éviter des effets indésirables. L'Europe voudrait être un exemple pour accélérer le mouvement en s'imposant des normes au-dessus de la moyenne mondiale. Il ne faudrait pas que ces exigences, qui génèrent un surcoût pas toujours accepté, tuent notre agriculture au profit des agricultures moins vertueuses. Par exemple, comment justifier la diminution du cheptel européen au profit du cheptel sud-américain et de la déforestation qui l'accompagne ? Autre exemple : l'arrêt du diméthoate pour la production des cerises en France entraîne une chute de sa production et engendre des importations d'Espagne où ce produit est encore autorisé et utilisé. Nous passons alors à côté de l'objectif recherché. Il faut donc penser et poser des clauses miroirs dans nos échanges internationaux pour éviter une concurrence déloyale et délétère et encourager la transition pour toutes les agricultures. Là encore il n'y a sans doute pas une seule solution.

Je reviens à notre domaine sanitaire, qui n'est pas étranger à toutes ces problématiques, car dans tous les cas, il s'agit de préserver un bien commun acquis par l'action collective. C'est la raison d'être des GDS, et nous savons que le progrès sanitaire se gagne à petits pas et grâce à l'effort collectif de tous. Je citerai l'exemple du médicament vétérinaire avec la consommation des antibiotiques qui a chuté drastiquement en santé animale grâce à l'effort conjoint de tous les acteurs, vétérinaires comme éleveurs. Vous savez mon attachement à la coopération entre nos deux professions et je me félicite de nos échanges en cours autour de la problématique du maillage vétérinaire et du projet d'étude porté par le CNOV. Je regrette toujours aussi amèrement l'incompréhension de l'Administration centrale sur notre PSE qui est un dispositif coopératif gagnant-gagnant œuvrant pour l'usage raisonné du médicament en élevage. Comme les petits ruisseaux font les grandes rivières, chaque utilisation raisonnée de médicament diminue son impact sur l'environnement. Dans le contexte actuel, notre PSE est plus que jamais d'actualité, et nous sommes prêts à le faire évoluer pour qu'il réponde encore mieux à nos besoins respectifs. J'espère que nous sortirons alors enfin de ce tunnel.

Si le sanitaire est un bien acquis par tous et pour tous, il peut être malheureusement remis en cause par la négligence de quelques-uns, et c'est sans doute une de ses spécificités. Des menaces sanitaires nous guettent tous les jours, la FPA qui vient d'arriver à nouveau aux portes de la France nous le rappelle. Pour nous protéger de telles menaces, il faut déjà sensibiliser les acteurs concernés – c'est le rôle des GDS – mais aussi sanctionner les contrevenants aux règles sanitaires pour les empêcher de détruire le bien commun. La notion d'élevage non conforme avec des restrictions aux mouvements pour les animaux issus de ces élevages a été introduite avec les récents arrêtés IBR ou BVD. Il me semblerait intéressant d'aller plus loin sur cette voie en interdisant tout mouvement d'animaux issus de ces élevages non conformes, au même titre qu'un animal non identifié. Ce serait sans doute une mesure sévère mais bien plus efficace et sécurisante pour tous nos circuits commerciaux, qui restent un point sensible pour notre sécurité sanitaire, comme nous l'a rappelé le dernier épisode IBR en Saône-et-Loire.

Les GDS œuvrent pour la surveillance et la prévention au sens large, comme celle préconisée par la biosécurité. A ce propos, je voudrais souligner que la biosécurité ne sauvera pas à elle toute seule la santé de nos animaux, pas plus que toute la pharmacopée disponible. C'est un outil complémentaire qui ne doit pas laisser tomber les autres moyens de lutte. Je m'inquiète parfois de voir que la gestion de la tuberculose bovine se focalise de plus en plus sur cet axe, certes nécessaire mais non suffisant. La gestion des foyers, tant domestiques que sauvages, reste la clé majeure de l'éradication, et il ne faudrait pas lâcher la proie pour l'ombre. Tout l'investissement engagé contre cette maladie risquerait d'être remis en cause. Sur ce point, je constate avec effarement l'effet délétère des changements brutaux de politique, souvent pour des raisons économiques mais hélas avec une vue à court terme. Pour exemple, après avoir mené un programme réussi d'éradication du varron pendant plus de 20 ans, avec le soutien financier de la filière, de l'Etat, des collectivités, la France décide de retirer cette maladie de la réglementation, sous prétexte qu'elle n'est pas référencée dans la LSA. Pourtant elle est devenue exotique, elle a un impact sur la consommation d'antiparasitaires et elle est même une zoonose mineure, toutes raisons qui justifieraient son inscription sur la liste des maladies d'intérêt national. Comment comprendre cette décision qui risque de mettre à bas les dizaines, voire centaines, de millions d'euros investis dans ce plan de lutte ? Combien de kilos de matière active se retrouveront dans l'environnement lorsqu'il faudra à nouveau traiter contre cette

maladie ? Un autre exemple m'inquiète également : la BVD. L'Etat refuse toujours de prendre un arrêté pour gérer le risque mouvement, alors qu'il a engagé le programme d'éradication dans son arrêté de 2019. De ce fait, ces mesures ne peuvent qu'être encouragées dans l'attente d'un futur PSIC qui retardera d'autant cette mesure indispensable pour atteindre notre objectif. J'espère que notre Conseil Régional saura entendre notre besoin et y répondre. Je ne vous cache pas que son changement de politique sur les aides sanitaires a profondément perturbé le fonctionnement des GDS qui ont construit et annoncé leurs programmes en comptant sur ce soutien. La déception des éleveurs risque d'être immense...

L'action des GDS est celle d'une armée en temps de paix. Comme toutes les armées, elle coûte trop cher, mais on découvre ses vertus en temps de guerre ou de crise, tout en regrettant de ne l'avoir suffisamment entretenue avant. La crise du COVID illustre, hélas, parfaitement mon propos. Je ne voudrais pas qu'on regrette dans 10 ou 20 ans d'avoir arrêté de soutenir la prévention sanitaire et que l'on constate que l'excellence sanitaire de la France n'est plus qu'un lointain souvenir. La Grande-Bretagne a connu ce naufrage et son élevage ne s'en est pas remis.

Je reste malgré tout un président optimiste et déterminé. Je sais que les éleveurs sont des gens de passion qui aime leurs animaux et la qualité de leur travail avant toute chose. GDS BFC a su réunir les GDS, les GDSA, les filières pour les faire œuvrer ensemble au service de la santé et du bien-être des animaux et de la qualité de leurs produits. Je sais qu'ils feront tout pour continuer sur cette voie. Je connais aussi les difficultés du Conseil Régional à maintenir une enveloppe sanitaire, mais je sais que Christian MOREL et toute son équipe font tout leur possible pour cela. Merci à eux !

Comme chaque année, je remercie tous nos partenaires techniques, vétérinaires et laboratoires, ainsi que notre administration régionale avec lesquels nous dialoguons et construisons au quotidien. Merci notamment aux membres de la cellule sanitaire régionale, Alexandre, Marina, Natacha, Martine et Sylvie, qui prennent le temps chaque mois de faire le point sur nos actualités sanitaires. Notre dialogue est toujours constructif.

Je tiens aussi à saluer nos bonnes relations avec les OPA régionales, et notamment Christian DECERLE, Christophe CHAMBON, Yves LARGY et leurs équipes. L'indépendance du sanitaire ne veut pas dire isolement, et comme je l'ai souligné, le sanitaire implique largement tous les acteurs.

Un merci particulier à François PATRIAT et Anne-Catherine LOISIER et leurs collaboratrices qui ont su rester à notre écoute et nous soutenir dans le dossier PSE. Il est réconfortant de voir des hommes et des femmes politiques qui restent attentifs aux problématiques de terrain.

Un salut et merci particuliers également à Bertrand GUIN, qui s'est retiré de la présidence du GTV. J'ai largement apprécié la hauteur de vue de Bertrand sur la profession vétérinaire et ses relations avec les éleveurs. Je sais que son successeur saura perpétuer cette qualité d'échanges. Merci Bertrand et bon vent pour ta prochaine retraite !

Et bien sûr je remercie tous les membres de GDS BFC, les GDS et les GDSA ainsi que toutes leurs équipes et celle des salariés de GDS BFC.

Merci de votre attention

Pascal MARTENS